



PREFECTURE DES DEUX SEVRES

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Poitou-Charentes

Arrêté du 22 juin 2015
portant subdélégation de signature
du directeur régional des entreprises, de la concurrence,
de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Poitou-Charentes
sur compétences du Préfet du département des Deux-Sèvres ;
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre national du mérite

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatifs aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et hauts commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie ;

Vu le décret n° 2009-1377 en date du 10 novembre 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi ;

Vu le décret du 10 octobre 2014 portant nomination de Monsieur Jérôme GUTTON, préfet des Deux-Sèvres ;

Vu l'arrêté du ministre du travail, de l'emploi et de la santé et du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie du 21 octobre 2011 portant nomination de Monsieur Jean-François ROBINET en tant que directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Poitou-Charentes ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2014300-0054 du 27 octobre 2014 portant délégation de signature à Monsieur Jean-François ROBINET, directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Poitou-Charentes pour la partie de l'activité exercée dans le département des Deux-Sèvres ;

Vu l'arrêté interministériel du 10 janvier 2012 du ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et du ministre du travail, de l'emploi et de la santé nommant Monsieur Lionel LASCOMBES, responsable de l'unité territoriale des Deux-Sèvres,

Vu l'arrêté interministériel du 18 décembre 2014 portant nomination sur l'emploi de directeur régional adjoint de Madame Isabelle MENANT, en tant que responsable du pôle « entreprise, emploi, économie » à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Poitou-Charentes, à compter du 1^{er} janvier 2015 ;

Vu l'arrêté interministériel du 4 novembre 2013 portant nomination de Monsieur Jean-Guy DUBREUIL à l'emploi de responsable du pôle « concurrence, consommation, répression des fraudes et métrologie » à la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Poitou-Charentes ;

ARRETE

Article 1

Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Lionel LASCOMBES, directeur du travail, responsable de l'unité territoriale de la DIRECCTE dans les Deux-Sèvres, à l'effet de signer au nom du préfet des Deux-Sèvres toute décision d'accord, de retrait ou de refus relevant sur le département des affaires suivantes définies dans l'arrêté préfectoral du 27 octobre 2014.

En cas d'empêchement ou d'absence de Monsieur Lionel LASCOMBES, subdélégation est donnée à Monsieur Frédéric GREGOIRE, directeur adjoint du travail à l'unité territoriale de la DIRECCTE dans les Deux-Sèvres.

En cas d'empêchement ou d'absence de Monsieur Frédéric GREGOIRE, subdélégation de signature est donnée à Madame Béatrice BATY, inspectrice du travail et à Monsieur François MISTROT, directeur adjoint du travail.

1° Développement de l'emploi :

Convention de promotion de l'emploi (CPE) ou décision de refus suite à une demande de convention

Convention de mise en œuvre du dispositif local d'accompagnement ou décision de refus suite à une demande.

Décisions d'acceptation ou de refus des demandes d'exonération de cotisations de sécurité sociale relatives aux embauches dans les zones de redynamisation urbaine et les zones de revitalisation rurale

Convention de mise en œuvre du dispositif local ou décision de refus suite à une demande.

2° Décisions d'agrément d'associations ou d'entreprises

Arrêté préfectoral d'agrément ou décision de refus d'agrément des associations et entreprises de service aux personnes visées à l'article L 7232-1 à 7 du code du travail

Arrêté préfectoral de renouvellement d'agrément ou décision de refus de renouvellement des associations et entreprises mentionnées à l'art L 7232-1 à 7 du code du travail

Arrêté préfectoral de retrait d'agrément des associations et entreprises de services aux personnes visées à l'article R 7232-4 à 17 du code du travail

Arrêté préfectoral d'agrément ou décision de refus d'agrément relatif à la reconnaissance de la qualité de société coopérative ouvrière de production : SCOP

Arrêté préfectoral d'agrément ou décision de refus d'agrément relatif aux sociétés coopératives d'intérêt collectif : SCIC

Décision de renouvellement ou de refus de renouvellement d'agrément relatif aux SCIC

Arrêté préfectoral d'agrément ou décision de refus d'agrément des entreprises solidaires

Décision de renouvellement ou de refus de renouvellement d'agrément des entreprises solidaires.

3° Convention de formation du fonds national de l'emploi

Convention de formation et d'adaptation professionnelle ou décision de refus relative à une demande de convention.

4° Aide aux entreprises en sous activité

Décision d'attribution ou de refus d'attribution de l'allocation d'activité partielle

5° Aides aux entreprises pour maintenir et sauvegarder l'emploi, ou pour faciliter le reclassement des salariés

Convention d'allocations temporaires dégressives (ATD) ou décision de refus relative à une demande de convention

Convention d'allocations spéciales en faveur de certaines catégories de travailleurs âgés ou décision de refus relative à une demande de convention

Convention d'allocations au titre d'un congé de conversion ou décision de refus relative à une demande de convention

Convention de cellule de reclassement ou décision de refus relative à une demande de convention

Convention pour l'attribution d'une aide financière pour faire procéder à une étude de la situation économique d'entreprises de moins de 300 salariés en difficulté : dispositif aide au conseil (ACE)

Convention d'attribution d'une aide au conseil aux entreprises pour l'élaboration de plans de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (ACE GPEC) ou décision de refus relative à une demande de convention

Convention de cessation anticipée d'activité de certains travailleurs salariés ou décision de refus relative à une demande de convention : dispositif CATS.

6°) Attribution d'allocations en cas de privation partielle d'emploi

Décision d'attribution ou de refus d'attribution d'une allocation spécifique aux salariés ne pouvant bénéficier de la totalité des congés

Décision déclarant ou refusant de déclarer que les salariés en suspension d'activité supérieure à trois mois peuvent continuer à être assimilés à des demandeurs d'emploi.

7°) Attribution d'allocations en cas de privation totale d'emploi

Décision de suppression temporaire ou définitive ou de réduction de l'allocation de retour à l'emploi

Décision de suppression temporaire ou définitive ou de réduction de l'allocation temporaire d'attente

Décision de suppression temporaire ou définitive ou de réduction de l'allocation de solidarité spécifique

Décision d'acceptation ou de refus d'ouverture des droits à l'allocation de solidarité spécifique en cas de litige

Décision fixant le montant d'une pénalité pour des faits présentant un caractère délibéré et selon les modalités fixées par l'article L 5426-5 du code du travail dans le cadre du versement d'allocation d'aide aux travailleurs privés d'emploi.

8°) Insertion professionnelle des jeunes

Convention d'attribution ou décision de refus pour l'attribution du fonds pour l'insertion professionnelle des jeunes.

Toutes décisions et conventions relatives à l'expérimentation « Garantie jeunes ».

9°) Formation en alternance et apprentissage

Arrêté préfectoral d'agrément ou décision de refus d'agrément des maîtres d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial

Arrêté préfectoral de renouvellement d'agrément ou décision de refus de renouvellement d'agrément des maîtres d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial

Arrêté préfectoral de retrait ou de suspension d'agrément des maîtres d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial

Arrêté préfectoral d'agrément ou décision de refus d'agrément des maîtres d'apprentissage dans les débits de boissons

Arrêté préfectoral de renouvellement d'agrément ou décision de refus de renouvellement d'agrément des maîtres d'apprentissage dans les débits de boissons

Arrêté préfectoral de retrait ou de suspension d'agrément des maîtres d'apprentissage dans les débits de boissons

Arrêté préfectoral de désignation ou de modification de la liste des membres du groupement départemental de l'apprentissage.

10°) Mise en œuvre du dispositif d'insertion et de formation des demandeurs d'emploi

Décision de dérogation ou de refus de dérogation à la durée maximale des contrats d'avenir

Convention de prise en charge financière des actions de formation et de validation d'acquis

Convention au titre de l'enveloppe unique régionale ou décision de refus relative à une demande de convention : dispositif d'accompagnement des bénéficiaires de contrats aidés.

11°) Insertion par l'activité économique

Convention visée à l'article L 5132-2 du code du travail prévoyant, le cas échéant, des aides financières, ou décision de refus de convention, ou décision de résiliation d'une convention, concernant :

- les entreprises d'insertion

- les entreprises de travail temporaire d'insertion

- les associations intermédiaires

- les ateliers et chantiers d'insertion

Convention attribuant les concours du fonds départemental pour l'insertion ou décision de refus de convention.

12°) Aides à l'emploi des travailleurs handicapés

Décision d'acceptation ou de refus d'attribution d'une aide financière destinée à faciliter la mise ou la remise au travail en milieu ordinaire de production des travailleurs handicapés

Décision d'acceptation ou de refus d'attribution d'une aide financière destinée à compenser les charges supplémentaires d'encadrement

Décision d'exonération ou de refus d'exonération partielle de l'obligation d'emploi par la conclusion de contrats de fournitures de sous-traitance ou de prestation de services avec des entreprises adaptées ou des établissements

Notification d'une pénalité à l'intention des établissements n'ayant pas rempli leurs obligations d'emploi de travailleurs handicapés

Décision d'agrément ou de refus d'agrément d'accords de branche, de groupe, d'entreprises ou d'établissements prévoyant la mise en œuvre d'un programme annuel ou pluriannuel en faveur des travailleurs
Décision d'attribution ou de refus d'attribution d'une aide au poste versée aux entreprises adaptées employant des personnes handicapées à déficience réduite et ayant signé avec l'Etat une convention d'objectifs.

13°) Rémunération mensuelle minimale

Décision d'autorisation ou de refus de remboursement aux employeurs de la fraction de l'allocation complémentaire à la charge de l'Etat

Décision d'autorisation ou de refus de faire procéder au paiement direct de la part de l'allocation complémentaire à la charge de l'Etat à destination des salariés bénéficiaires en cas de règlement judiciaire, de liquidation des biens ou de difficultés financières de l'employeur

Décision d'autorisation ou de refus de paiement direct de l'allocation complémentaire due aux travailleurs à domicile ou aux travailleurs intermittents occupés au cours du même mois par plusieurs employeurs, en cas de réduction d'activité.

14°) Main-d'œuvre étrangère

Décision d'autorisation ou de refus d'autorisation de travail d'un ressortissant étranger.

15°) Travail illégal

Décision de refus d'accorder les aides à l'emploi et à la formation professionnelle en cas de procès-verbal d'un agent de contrôle constatant une infraction.

16°) Salaires

Arrêté préfectoral pour l'établissement d'un tableau des temps nécessaires à l'exécution de travaux à domicile à défaut de l'existence d'une convention ou d'un accord collectif étendu

Arrêté préfectoral pour la fixation du salaire minimum horaire accordé aux ouvriers travaillant à domicile

Arrêté préfectoral pour la fixation des frais d'ateliers et des frais accessoires

Arrêté préfectoral prescrivant l'affichage dans les mairies des dispositions prises au titre des alinéas précédents

Arrêté préfectoral pour la fixation des avantages et prestations en nature entrant dans le calcul de l'indemnité de congés payés

Extension des avenants de salaires en agriculture au niveau départemental.

17°) Egalité professionnelle

Convention ou décision de refus d'une convention relative à l'attribution d'une aide financière pour faire procéder à une étude sur l'égalité professionnelle dans les entreprises de moins de 300 salariés.

18°) Relations professionnelles

Décision d'engagement d'une procédure de conciliation

Décision d'engagement d'une procédure de médiation dans le cas d'un différend à incidence départementale ou locale.

Décision de saisine de la Commission nationale de conciliation d'un conflit à incidence départementale ou locale

Demande d'enrichissement d'un accord résultant d'une négociation d'entreprise portant sur les catégories d'emplois menacés par les évolutions économiques ou technologiques.

19°) Repos dominical

Arrêté préfectoral d'octroi ou décision de refus relatif à une demande de dérogation au repos dominical pour un établissement où le repos de tout le personnel, le dimanche, serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de celui-ci

Arrêté préfectoral d'octroi ou décision de refus relatif à l'extension des dispositions de l'article L 3132-20 du code du travail aux établissements de la même commune faisant le même genre d'affaires

Arrêté préfectoral d'octroi ou décision de refus relatif à une demande de dérogation au repos dominical pour les établissements situés dans les communes touristiques ou thermales ou situés dans les zones touristiques d'affluence exceptionnelle ou d'animation culturelle permanente.

20°) Conseillers du salarié

Arrêté préfectoral déterminant ou modifiant la liste des personnes pouvant assister un salarié lors de l'entretien préalable au licenciement

Décision de radiation de la liste des conseillers des salariés pour manquement aux règles de discrétion professionnelle.

21°) Emploi des enfants dans le spectacle

Décision d'autorisation ou de refus d'emploi d'un enfant dans un spectacle

Décision de faire procéder à un complément d'instruction dans le cadre d'une demande d'emploi d'un enfant dans le spectacle

Décision d'autorisation ou de refus de renouvellement d'autorisation d'emploi d'un enfant dans le spectacle

Décision de retrait de l'autorisation d'emploi d'un enfant dans le spectacle.

22°) Tourisme

Décisions de classement, renouvellement de classement et décisions de radiation des meublés et autres hébergements touristiques.

Article 2

Subdélégation de signature est donnée à Madame Isabelle MENANT, attachée principale, responsable du pôle entreprises, économie, emploi (« 3 E ») de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de la région Poitou-Charentes, à l'effet de signer pour la partie de l'activité exercée dans le département des Deux-Sèvres et au nom du préfet département des Deux-Sèvres toute décision d'accord, de retrait ou de refus dans les domaines du développement industriel et technologique et du commerce et de l'artisanat tels que définis au 3° et 4° de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2014300-0054 du 27 octobre 2014 portant délégation de signature.

Article 3

Subdélégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Guy DUBREUIL, directeur départemental de 2^{ème} classe CCRF, à l'effet de signer pour la partie de l'activité exercée dans le département des Deux-Sèvres et au nom du préfet des Deux-Sèvres toute décision d'accord, de retrait ou de refus dans les domaines relevant de la régulation concurrentielle des marchés et du contrôle des instruments de mesures tels que définis au 1° et 2° de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2014300-0054 du 27 octobre 2014 portant délégation de signature.

En cas d'empêchement de Monsieur Jean-Guy DUBREUIL à Monsieur Patrick TOULOU, directeur départemental de 2^{ème} classe CCRF, à Monsieur Bertrand BOUQUILLON, ingénieur divisionnaire de l'industrie et des mines.

Article 4

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Deux-Sèvres.

Il sera exécutoire à compter de sa date de parution.

Poitiers, le 22 juin 2015

Le directeur régional de la DIRECCTE
POITOU-CHARENTES



Jean-François ROBINET